

.....

Avis n°14-44230 publié le 18/03/2014

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/14-44230/officiel>

## Avis de marché

Département de publication : **75**  
Annonce No **14-44230**  
Services

---

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère des Affaires étrangères.

Correspondant : Mme REVEL Marie, pôle de l'évaluation et de la Performance, 27 rue de la Convention CS 91533 75732 Paris Cedex 15 75732 Paris Cedex 15

courriel : [marie.revel@diplomatie.gouv.fr](mailto:marie.revel@diplomatie.gouv.fr) adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=124403&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=124403&orgAcronyme=c8v)

**Objet du marché** : **exécution de l'évaluation finale du projet du Fonds de solidarité prioritaire (Fsp) n° 2008-36 " Préservation et valorisation du patrimoine en Territoires palestiniens "**. Cet exercice doit permettre de dresser un bilan objectif du projet, d'en apprécier sa performance au regard des critères de l'évaluation et de présenter les conclusions et principales recommandations qui en découlent.

*Lieu d'exécution* : france et étranger.

*Lieu de livraison* : paris, 75015 Paris Cedex 15.

### *Caractéristiques principales* :

l'évaluation finale du projet du Fonds de solidarité prioritaire (Fsp) no 2008-36 >

Prévoir une mission dans les Territoires palestiniens (Bethléem, Jérusalem, Ramallah).

La situation particulière des Territoires palestiniens sous l'effet de l'occupation israélienne, la crise institutionnelle et conjoncturelle palestinienne, l'admission, en 2011, de la Palestine comme membre à part entière de l'unesco, l'inscription, en 2012, de l'église de la Nativité à Bethléem au patrimoine mondial de l'humanité et la diversité des opérateurs engagés sur place pour la préservation du patrimoine sont les principaux éléments constitutifs d'un contexte particulier dont l'évaluation devra tenir compte

*Refus des variantes.*

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 6 mois à compter de la notification du marché.

*Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)* : 5 mai 2014.

*Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.*

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :*

l'équipe d'évaluation réunira par ordre d'importance, les compétences suivantes :

- compétence en matière d'évaluation des politiques publiques, notamment dans le domaine de l'aide publique au développement (Apd) et des mécanismes et modalités de la coopération française ;
- compétence confirmée dans le domaine de la coopération internationale liée aux problématiques culturelles, notamment la valorisation du patrimoine culturel (matériel et immatériel) ainsi que la conception et la mise en oeuvre d'un projet muséal ;
- une connaissance du contexte particulier des Territoires palestiniens est vivement souhaitée ;
- la maîtrise de l'arabe constituerait un atout.
- la maîtrise de l'anglais est un prérequis.

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- qualification, composition et organisation de l'expertise : 45 % ;
- compréhension générale, démarche méthodologique : 40 % ;
- offre financière : 15 %.

*Type de procédure* : procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres* : 9 avril 2014, à 10 heures.

*Délai minimum de validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice* : MAE-DGM-08-2014.

*Renseignements complémentaires* : conflits d'intérêt :

Les candidats doivent informer l'administration de tout conflit d'intérêt possible. En particulier, tout prestataire - ou expert membre de l'équipe proposé - ayant participé activement au pilotage ou à la mise en oeuvre de tout ou partie du projet sera considéré en situation de conflit d'intérêt. Sa soumission sera considérée comme inéligible.

principe de distanciation (charte de la société française d'évaluation) : l'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant à l'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel. Le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

le candidat devra fournir :

- Une attestation précisant les pouvoirs de la personne, habilitée à engager le candidat et signataire de l'acte d'engagement,
- une attestation sur l'honneur prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales,
- le CCAP signé ainsi que son annexe financière,
- ses références professionnelles (courte description de services équivalents et indiquant pour qu'elle entreprise ou organisme ainsi que sa position de responsable ou de membre de l'équipe)

les candidats sont invités dans leurs offres à :

A/ présenter une offre méthodologique et une proposition financière, cette dernière établie sur le modèle de bordereau des prix joint en annexe du Ccap.

Les offres techniques ne devront pas dépasser 20 pages (hors CV et références). Les candidats sont invités à proposer des amendements s'ils le jugent nécessaire, qu'ils justifieront dans leurs offres.

b/ indiquer clairement les fonctions de chaque membre de l'équipe et identifier un chef d'équipe ;

C/ classer les références des experts proposés (CV de 4/5 pages maximum)

d/ préciser pour chaque membre de l'équipe proposée les tâches qui lui seront confiées et le nombre total de jours/expert prévu. A cet effet, un tableau de répartition des jours-experts par membre de l'équipe et par principale étape des travaux sera établi.

e/ proposer un chronogramme en indiquant la disponibilité du prestataire sur la période couvrant les six mois suivant la remise de l'offre.

pendant la durée de la consultation toutes les questions doivent obligatoirement être posées via le site de la Plateforme des achats de l'état.

1-pour des raisons de sécurité, le dossier doit être adressé de façon dématérialisé via la plate-forme des marchés de l'état ([www.marches-publics@gouv.fr](mailto:www.marches-publics@gouv.fr)). Recherche avancée - référence : Dgm-Mae-08-2014.

En cas de soucis technique, il contacte le numéro d'assistance (01 76 64 74 07).

Dans le même temps, le candidat doit faire connaître cette difficulté à l'administration immédiatement par un message via la Plateforme des marchés de l'état et par courriel aux adresses indiquées dans l'annonce. Le message et le courriel doivent indiquer précisément les causes et circonstances de cette impossibilité d'utiliser la voie électronique dédiée aux consultations publiques. L'administration donnera son avis et la méthode à suivre pour déposer le dossier.

Une copie de sauvegarde identifiée comme telle est acceptée. N'hésitez pas à nous en produire.

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance ([www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/](http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/) ou l'équivalent européen).

- un certificat conforme au RGS V2 (2 étoiles) en cours de validité et agréé est indispensable. Le candidat se le procure au moins 15 jours avant la date limite de remise des plis.

la personne habilitée à engager la société signe avec son certificat électronique l'acte d'engagement original. Dépôt accepté en .doc, xls, pdf, pps ou Open Office. Macros et fichiers.exe interdits. Si virus, pli rejeté. Le candidat prend garde à tester la configuration de son poste et à tester le dépôt d'un pli test (jusqu'à confirmation de dépôt par la plate-forme) au moins un jour avant la date limite de remise des plis.

Si de multiples envois sont reçus, seul le dernier pli réceptionné (autre que la copie de sauvegarde) est ouvert.

2. Le dossier d'offre est constitué du CCAP no 08-2014, valant Acte d'engagement complété, daté et



# BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

signé par le candidat, des pièces justificatives des qualités et capacités du candidat et de son offre technique et financière et de tout document lui paraissant nécessaire.

3. Après une première analyse des dossiers, l'administration se réserve le droit d'ouvrir une négociation avec les 3 candidats les mieux notés, en 2 tours maximum.

*Date d'envoi du présent avis à la publication : 18 mars 2014.*

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :*

adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v)

.

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :*

adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=132809&orgAcronyme=c8v)

.